L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

RD-CONGO

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4566 MERCREDI 9 AOÛT 2023

EXAMEN D'ETAT 2022-2023

La publication des résultats annoncée au 18 août

La publication des résultats de l'Examen d'Etat de l'édition 2022-2023 va débuter le 18 août sur toute l'étendue du territoire national, a indiqué le ministre de l'EPST dans un récent communiqué. Le ministre Tony Mwaba a rassuré quant à la maîtrise des difficultés d'ordre technique et financier ayant émaillé les différentes opérations des épreuves.

Page 3

Des élèves finalistes passant leurs épreuves d'examens d'État

UNION EUROPÉENNE

Levée des sanctions à certaines personnalités congolaises

Emmanuel Adu Cole, président de la FBCP

La Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) promet de réagir, dans les tout prochains jours, contre la décision de l'Union européenne, relative à la levée des sanctions prises contre certaines personnalités à travers le monde. Cette ONG dénonce l'ambiguïté des différentes décisions ainsi que la politique de deux poids deux mesures qui transparaît dans ces sentences.

Page 3

Le VPM Christophe Lutundula

ÉLECTIONS DE DÉCEMBRE 2023

L'ADP affiche ses ambitions

Pour les élections législatives de décembre 2023, l'Alliance des démocrates pour le progrès (ADP) s'est déjà mise en ordre de bataille. Le parti affilié à la coalition au pouvoir entend aligner ses candidats à tous les niveaux des scrutins et appelle à la réélection du président Félix-Antoine Tshisekedi pour un deuxième mandat.

Page 2

IXes JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Le bel héritage légué à la jeunesse congolaise

Objectif atteint, pourrait-on dire après la clôture, le 6 août, des 9es Jeux de la Francophonie qui, pendant dix jours, ont tenu en haleine le public congolais. De belles perspectives s'ouvrent pour les jeunes congolais désormais propriétaires des infrastructures sportives qui leur offrent un cadre approprié pour performer davantage.

Page 3

Les athlètes congolais lors du défilé

ÉDITORIAL

Justice populaire

Devant la montée inquiétante de l'insécurité dans les grandes villes, la population se fait justice elle-même. Elle a dû constater la faiblesse des procédures punitives de l'Etat. Ces derniers temps, on assiste à des scènes d'assassinat d'une rare violence de présumés brigands communément appelés « bébés noirs » ou « kuluna ».

Au-delà du danger que peut représenter une justice populaire, on s'interroge sur les causes réelles de cette forme de violence qui refait surface dans les grandes agglomérations. Des observateurs évoquent, entre autres raisons, le chômage et l'oisiveté frappant de plain-pied la couche juvénile.

C'est pour cette raison que les pouvoirs publics s'activent à la mise en œuvre des centres de réinsertion, notamment à Aubéville dans la Bouenza, à Bokania et Otsendé dans la Cuvette et à Odziba dans le Pool. Dans le même ordre d'idées, le Haut-commissariat à la justice restaurative multplie lui aussi les initiatives s'inscrivant dans le cadre de la création des débouchés pour occuper les jeunes désœuvrés. La semaine dernière, il a annoncé la validation d'un plan de riposte. Il y a urgence !

Est-ce seulement le désœuvrement qui justifie la commission d'actes criminels ? La réponse à cette question ne peut qu'être nuancée. Parce qu'il est démontré l'influence considérable sur les jeunes de l'effet de mode conditionné par les images véhiculées à travers les médias et les réseaux sociaux faisant l'apologie de la violence.

Les sociologues et les politiques ont un travail de fond à mener pour déceler les causes de cette violence et trouver rapidement les moyens d'y mettre fin. C'est ce qui s'appelle de l'anticipation.

Les Dépêches de Brazzaville

LÉGISLATIVES 2023

L'ADP se met en ordre de bataille

Les élections de 2023 seront vitales pour l'Alliance des démocrates pour le progrès (ADP) qui tient à jouer un rôle déterminant dans la prochaine législature où elle tient à faire passer ses idées-forces pour l'avancement du pays.

Le VPM Christophe Lutundula

Lorsque quelques membres du regroupement politique «Ensemble pour la République» de Moïse Katumbi avaient renoncé à leurs portefeuilles en décembre 2022 à la suite de l'acte de candidature à la prochaine présidentielle dont leur leader avait fait acte, Christophe Lutundula était de ceux qui avaient préféré écouter la voix de la raison. L'homme ne s'est pas laissé guider par des sentiments, encore moins, par des appétences obscures, sans lendemain. L'avenir semble lui donner raison aujourd'hui. Son parti politique, l'Alliance des démocrates pour le progrès (ADP), est resté dans le giron de l'Union sacrée pour la nation (USN), non par opportunisme, mais parce qu'il partage la vision incarnée par le leadership du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Aujourd'hui, cette formation politique compte parmi les fleurons de la coalition au pouvoir. Ses réflexions récurrentes sur les enjeux politiques et diplomatiques sorties de ses officines ont toujours été d'un apport indéniable pour éclairer la marche du pays.

Après une période de relative léthargie due à des contingences d'ordre stratégique, l'ADP entend désormais s'afficher comme un parti avant-gardiste déterminé à faire bouger les lignes sur l'échiquier national. Plus concrètement, le parti cher au vice-Premier ministre (VPM), ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula Apala Pen'Apala, s'inscrit désormais dans une dynamique visant à changer la donne politique en surfant sur la qualité de vie des Congolais qu'il veut bonifier.

Ce Congo émergent, prospère à tous égards, empreint des valeurs de liberté, de justice et de solidarité, l'ADP y croit fermement. C'est en synergie avec tous ceux qui croient en ce rêve idyllique que ce parti entend bâtir la nouvelle nation congolaise, quitte à la confier à une élite ayant le sens de l'humanisme et respectueuse de la vie.

Le VPM Christophe Lutundula et les membres de son parti croient justement à ce Congo du futur exempté de la dictature, du tribalisme, des injustices et de tout autre comportement attentatoire aux idéaux démocratiques.

Créé le 30 décembre 1998, l'ADP a, au fil des années, réussi à tisser sa toile jusqu'à se frayer une place au soleil dans le microscrosme politique congolais en tant qu'un parti de masse. Chaque jour, cette formation politique enregistre de nouveaux adhérents, tous obnubilés par l'idéal politique qu'elle incarne et que met constamment en valeur son leader via ses innombrables interventions publiques. Christophe Lutundula dont l'intelligence, la compétence et l'intégrité ne sont plus à démontrer a su transmettre son aura à ses partisans plus que jamais actifs dans le serail présidentiel avec des idées qui portent. Sans embages ni détours, ils se sont alignés derrière le chef de l'État, Félix Tshisekedi, dont ils partagent la vision, celle de faire jouir aux Congolais la plénitude de leurs richesses, d'assurer la paix et la sécurité pour tous et de maintenir la cohésion sociale et l'unité nationale.

Pour les élections législatives de décembre 2023, l'ADP qui est implanté sur toute l'étendue du territoire national à travers ses différentes structures s'est déjà mis en ordre de bataille. Le parti entend aligner ses candidats à tous les niveaux des scrutins.

Tout en appelant à la réélection du Président Félix-Antoine Tshisekedi, ce parti politique sait qu'il doit miser sur les atouts de ses candidats qui jouissent, pour la plupart, d'un encrage social avéré dans leurs milieux de vie. Tout est donc mis en branle pour faire de ce qui n'est encore qu'un simple vœu pieux, une réalité vivante, avec, en sus, l'objectif d'établir des institutions républicaines et respectueuses des droits des citoyens.

Alain Diasso

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

IXes JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Le bel héritage légué à la jeunesse congolaise

Objectif atteint, pourrait-on dire après la clôture, le dimanche 6 août, des 9es Jeux de la Francophonie qui, pendant dix jours, ont tenu en haleine le public congolais.

Les athlètes congolais lors du défilé

Malgré toutes les difficultés rencontrées, les inquiétudes, les incertitudes autour de l'organisation de cette édition et les deux reports qui s'en sont suivis (en 2021 puis 2022), la République démocratique du Congo (RDC) a néanmoins tenu son pari. Si, pour certains, ces moments festifs ne constituaient pas une priorité pour un État en proie à la famine et aux guerres endémiques; les plus avertis, eux, y ont décelé la marque de sa régénérescence. Pays exsangue, selon un cliché caricatural longtemps relayé par ses fils égarés, la RDC avait bien le droit de profiter de ces instants magiques pour se présenter sous un beau jour devant la communauté des nations en propulsant ses talents sportifs et culturels. Les Jeux de la Francophonie, cet espace d'échange des valeurs sportives et culturelles, se sont avérés une belle opportunité pour démentir des préjugés et enrayer des convictions préétablies souvent en totale déconnexion avec la réalité.

Ces Jeux auront fait du bien à toutes les tranches d'âge du fait de l'évasion et des sensations fortes qu'ils ont procurées à un peuple qui a longtemps perdu les réflexes de gaieté et de bonne humeur. Tout s'est déroulé dans un contexte social et sécuritaire apaisé. Toutes les prédictions malsaines que professait une opposition en mal de gloriole ont échoué, laissant libre cours à une synergie d'actions entre jeunes francophones. S'inscrivant dans un projet social, l'organisation de cette compétition a, en outre, permis de développer des infrastructures, d'impulser des stratégies de développement et, surtout, d'atténuer les effets pervers d'un contexte préélectoral agité par la consolidation de l'identité congolaise. Déjà, le délire collectif ayant entouré la cérémonie d'ouverture à grand renfort d'un satisfecit transcendant les clivages politiques était symptomatique de l'élan de l'unité qui a toujours caractérisé les Congolais lorsqu'il s'agit de défendre une cause commune. Et le sport autant que la culture ont toujours réussi à fédérer les tendances politiques autour d'une cause, là où les politiques échouent généralement. C'est sous ce prisme que, probablement, pourrait se décliner le nouveau Congo, celui qui fait la part belle à l'union des coeurs tout en respectant les choix politiques des uns et des autres.

À la faveur de cette compétition internationale, de belles perspectives s'ouvrent pour les jeunes congolais désormais propriétaires des infrastructures sportives et culturelles qui leur offrent un cadre approprié pour performer davantage, chacun dans sa discipline. Mêmement pour les ambulances qui seront dirigées vers les structures de santé, mais aussi pour les équipements de la télévision que va bénéficier la RTNC, sans oublier tout ce qu'a bénéficié la police nationale pour assurer la gestion efficiente des foules. De quoi devoir une fière chandelle au président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui a vu juste en s'impliquant dans le processus d'attribution de ces jeux à la RDC. Grâce à sa perspicacité et à sa ténacité, le pays peut se targuer aujourd'hui d'avoir inscrit son nom au panthéon des États qui comptent, au plan sportif et culturel, à l'échelle internationale. À tout prendre, c'est une cure de renouveau que ces jeux viennent d'administrer à la République, quitte à capitaliser cette dynamique pour amorcer un nouveau départ.

Alain Diasso

EXAMEN D'ETAT 2022-2023

La publication des résultats annoncée au 18 août

Le ministre Tony Mwaba, qui rassure quant à la maîtrise des difficultés d'ordre technique et financier qui ont émaillé les différentes opérations des épreuves, a noté que la proclamation interviendra après la séance de délibération prévue pour le mercredi 16 août.

La publication des résultats de l'Examen d'Etat de l'édition 2022-2023 va débuter le vendredi 18 août sur toute l'étendue du territoire national. Dans un communiqué du 8 août, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), le Pr Tony Mwaba, a rassuré que les difficultés d'ordre technique et financier qui ont émaillé les différentes opérations des épreuves ont été surmontées. « *Il est porté à la connaissance du public que la publication des résultats de l'Examen d'Etat édition 2023 interviendra à partir du 18 août 2023. Ceci, après la séance de délibération prévue pour le mercredi 16 août 2023, étant entendu que les difficultés d'ordre technique et financier qui ont émaillé les différentes opérations des épreuves auront été surmontées* », peut-on lire dans ce communiqué.

Il a été noté que les inspecteurs chargés de cette correction ont menacé de débrayer dans l'objectif de faire pression pour le paiement de leurs salaires et primes. C'est donc après avoir trouvé un modus vivendi avec ce corps que le ministre rassure sur la poursuite de ce processus qui couronne la carrière scolaire des élèves en République démocratique du Congo.

Lucien Dianzenza

UNION EUROPÉENNE

Levée des sanctions à certaines personnalités congolaises

La Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) promet de réagir, dans les tout prochains jours, contre la décision de la communauté internationale, particulièrement de l'Union européenne, relative à la levée des sanctions prises contre certaines personnalités à travers le monde.

Emmanuel Adu Cole, président de la FBCP

La FBCP, qui pense partager ses inquiétudes avec l'opinion tant nationale qu'internationale, dénonce l'ambiguÏté des différentes décisions ainsi que la politique de deux poids deux mesures qui transparait dans ces sentences. « *Nous organiserons, dans les jours à venir, un point de presse pour exprimer notre position par rapport au retrait dans la liste de la communauté internationale et de l'Union européenne, de certaines personnalités du régime Kabila, sanctionnées pour violations des droits de l'homme* », a indiqué l'ONG dans un communiqué signé le 7 août par son président, Emmanuel Adu Cole.

Dans cette réaction, cette organisation se pose des questions sur les motivations de ces différents retraits, qui s'appliquent à certains et pas à d'autres. « *La démarche de la communauté internationale est très floue. Nous nous posons des questions sur les critères qui militent à ces différents retraits, qui nous donnent l'impression d'assister à une justesse à double vitesse* », a souligné Emmanuel Cole.

Pour la FBCP, la démarche vise à amener la communauté internationale à clarifier ses différentes positions par rapport à ces personnalités sanctionnées et à sanctionner. « *Nous voulons que la communauté internationale qui nous accompagne dans cette lutte pour la défense des droits de l'homme soit claire et nous nous insurgeons contre cette politique de deux poids, deux mesures* », a souligné M. Adu Cole. Et de noter qu'avec cette tension entre l'Occident et la Russie, la communauté internationale ne doit pas rester dans une position ambiguë par rapport à ses décisions en rapport avec l'exercice du pouvoir.

L'ONG espère partager ses préoccupations avec la presse. Mais elle dit attendre aussi à cette activité les étudiants, les professeurs d'universités, les chercheurs en politique, les magistrats et avocats, les membres du gouvernement et de la société civile ainsi que ceux qui estiment être victimes de la gestion du pouvoir par ces personnalités sous sanctions de la communauté internationale et celles qui ont déjà été retirées de cette liste.

L.D.

APPEL D'OFFRE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES, AGRO-INDUSTRIES ET SERVICES IFC, RÉPUBLIQUE DU CONGO

A. CONTEXTE ET OBJECTIFS

La Société financière internationale (IFC), branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, est un investisseur et un conseiller mondial qui s'engage à promouvoir, dans ses pays membres en développement, des projets économiquement bénéfiques, financièrement et commercialement sains, ainsi que durables d'un point de vue environnemental et social. IFC finance des investissements du secteur privé, mobilise des capitaux sur les marchés financiers internationaux, aide ses clients à améliorer la durabilité sociale et environnementale et fournit une assistance technique et des conseils aux gouvernements et aux entreprises des pays en développement.

FCS Afrique héberge l'Initiative Afrique Fragilité (ou « AFI » selon son acronyme en anglais), un programme quinquennal de conseil et de soutien à la croissance, ainsi qu'au développement du secteur privé dans 32 pays africains fragiles. L'AFI vise à permettre davantage d'investissements du secteur privé sur des marchés où le coût des affaires est élevé, et où de nombreux défis opérationnels entravent aujourd'hui l'activité du secteur privé. Elle a pour but d'aider IFC à atteindre ses engagements en matière d'augmentation de capital dans les pays fragiles et touchées par les conflits (FCS).

L'AFI envisage l'expansion en République du Congo (et dans d'autres pays de la sous-région) de l'Initiative des Champions Locaux (ou « LCI » selon son acronyme en anglais), un programme visant à fournir une assistance technique pour améliorer la préparation à l'investissement des entrepreneurs locaux. Ces efforts visent à soutenir la mise en œuvre de la stratégie pays d'IFC en République du Congo.

Dans l'objectif d'identifier des opportunités dans le pays pour renforcer le pipeline d'IFC, et des candidats potentiels pour la prochaine phase de LCI, IFC cherche à recruter un Cabinet de conseil qui travaillera en étroite collaboration avec ses équipes pour aider à trouver des opportunités potentielles en République du Congo dans les secteurs prioritaires définis par la Stratégie Pays, et en évaluer la viabilité.

B. MISSION ET LIVRABLES ATTENDUS

1. Mission

La mission du Cabinet de conseil consistera à :
(i) réaliser une cartographie et une analyse rapide des marchés cibles MARTPH (industrie manufacturière et agroalimentaire (M/A), du tourisme (T), de la vente au détail (R), de l'immobilier (P) (commercial et résidentiel), de la santé (H)) et des TIC,
(ii) aider à identifier/évaluer les opportunités potentielles dans ces secteurs en République du Congo,
(iii) rédiger une base de données de fiches d'évaluation des principaux acteurs identifiés.

Les activités techniques à entreprendre par le Cabinet-conseil se présentent comme suit :

1. Soutenir le développement des affaires à Brazzaville et Pointe-Noire.

Développer un pipeline solide d'opportunités d'investissement de bonne qualité dans les secteurs de la fabrication, de l'agro-industrie, du tourisme, de la vente au détail, de l'immobilier et de la santé, en grâce à un business développement proactif s'appuyant sur des connaissances sectorielles/ pays.

2. Examiner les prospects et établir la liste des meilleures opportunités potentielles.

Évaluer la proposition de valeur des projets (en termes de préparation à la mise en œuvre, de bancabilité pour les investissements des institutions financières de IFC, d'impacts économiques et sociaux potentiels, de transformation, etc.). L'objectif est d'identifier (i) les candidats potentiels à un investissement direct de IFC, ainsi que (ii) les prospects qui pourraient bénéficier de l'assistance technique fournie dans le cadre du programme LCI (et d'autres programmes d'assistance conseil de IFC). Les critères de sélection de IFC et du programme LCI seront communiqués au consultant.

3. Faciliter les présentations aux entreprises, organiser et participer aux réunions ainsi qu'aux discussions.

4. Fournir une base de données structurée des principales entreprises incluant leurs coordonnées).

2. Livrables

Les principaux résultats et livrables attendus sont les suivants :

1. Une note d'information présentant les marchés, les acteurs clés par secteur et les besoins de financement du secteur privé (incluant les sources de financement actuelles et les besoins non satisfaits).

2. Un tableur Excel répertoriant les acteurs clés du marché par secteur (incluant une vue d'ensemble de leurs activités, leurs coordonnées et la documentation pertinente telle que les rapports d'audit ou les rapports annuels).

3. Un rapport consacré aux dynamiques du marché, et une thèse d'investissement par secteur sur la République du Congo. Elle inclura une liste détaillée des acteurs clés et des opportunités par secteur, (répartis par capacité, rayonnement géographique, parts de marché, taille du revenu). Cette liste comprendra par ailleurs une vue d'ensemble de leur activité, de leurs besoins de financement, ainsi qu'une analyse de premier niveau de leur rentabilité, etc.

4. Présentation à 15-20 entreprises ayant le potentiel de devenir des clients de IFC. Effectuer une vérification de l'intégrité des candidats potentiels.

C. EXPERIENCE, QUALIFICATIONS ET COMPETENCES RECHERCHEES

IFC recherche un cabinet de conseil avec l'expérience, les qualifications et les compétences demandées ci-dessous.

1. Avoir réalisé des études de marché et démontrer une solide expérience dans les secteurs ciblés.
2. Capacité démontrée à collecter des données et à construire des bases de données et des thèses d'investissement de haute qualité, ou d'autres exercices similaires de cartographie ou détection.
3. Avoir plus de 10 ans d'expérience dans le domaine du conseil financier, et/ou des services de transaction, et de conseil.
4. Solides capacités de diligences raisonnables en matière d'intégrité.
5. Expérience professionnelle en République du Congo.
6. Solides connaissances des défis et de la dynamique du secteur privé en République du Congo.

Le cabinet de conseil sera basé au Congo et travaillera en étroite collaboration avec les équipes de IFC (AFI/ Industries manufacturières, agro-industries et services/ bureau national (CO). La mission est d'une durée de 2 mois, à partir du 1er septembre 2023.

Les soumissions EOI complètes doivent être soumises, en anglais, par voie électronique via le portail WBGeProcure du Groupe de la Banque mondiale WBG en utilisant le lien ci-dessous https://wbgeprocure-rfxnow.worldbank.org/rfxnow/external/login.html
La date limite de soumission est le 21 août 2023 à 11h59, heure de Washington D.C.

AFRIQUE DE L'OUEST

Un rendez-vous de la dernière chance à Abuja pour éviter l'embrasement au Niger

Après l'expiration de l'ultimatum ouest-africain exigeant le rétablissement du président renversé, Mohamed Bazoum, les dirigeants des pays de la Cédéao ont décidé de se réunir jeudi à Abuja, au Nigéria, pour un sommet extraordinaire sur le Niger. Il s'agira sûrement d'une occasion de dernière chance que l'organisation régionale va offrir aux militaires qui ont pris le pouvoir d'accepter que la crise soit résolue par le dialogue au lieu que le bloc puisse recourir à la force, qui reste tout de même sur la table si la junte n'obtempérait pas, et dès lors qu'elle a ordonné la fermeture de l'espace aérien du pays face à la menace armée.

« Les dirigeants de l'organisation ouest-africaine se pencheront sur la situation politique et les récents développements au Niger », selon le communiqué de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) qui avait menacé, le 30 juillet, d'un possible usage de la force si le président Mohamed Bazoum n'était pas rétabli dans ses fonctions.

Avec les nominations qui se poursuivent au Niger, personne ne croit que les putschistes iront aux négociations pour que le président renversé soit rétabli dans ses fonctions. La junte a annoncé lundi soir la nomination d'un nouveau Premier ministre en la personne d'Ali Mahaman Lamine Zeine. Il remplace Ouhoumoudou Mahamadou, et cela intervient après que les militaires au pouvoir ont mis « fin », le 4 août, aux « fonctions » d'ambassadeurs du Niger en France, aux Etats-Unis, au Nigeria et au Togo, soit au moment où les pressions pour rétablir l'ordre constitutionnel se multiplient internationalement.

Même si la junte n'est pas disposée à coopérer étroitement avec l'organisation régionale, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, pense que la diplomatie est le *« moyen préférable »* pour résoudre la crise provoquée par le coup d'Etat au Niger. *« C'est la démarche de la Cédéao, c'est notre démarche et nous soutenons les efforts de la Cédéao pour rétablir l'ordre constitutionnel »*, a-t-il déclaré dans une interview à Radio France Internationale.

Même si la junte n'est pas disposée à coopérer étroitement avec l'organisation régionale, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, pense que la diplomatie est le « moyen préférable » pour résoudre la crise provoquée par le coup d'Etat au Niger.

La semaine dernière, les chefs d'état-major de la Cédéao avaient défini les contours d'une éventuelle intervention militaire contre les auteurs du coup d'Etat. Le bloc régional avait même préalablement dépêché une délégation à Niamey pour tenter de trouver une sortie de crise, mais ses émissaires étaient repartis sans avoir rencontré ni le chef des militaires au pouvoir, le général Abdourahamane Tiani, ni le président renversé, Mohamed Bazoum.

Pas d'intervention militaire immédiate ?

En attendant la tenue du sommet extraordinaire de l'organisation ouest-africaine, les commentaires sur la situation au Niger vont bon train partout. Les pros et les anti-coup de force donnent de la voix pour défendre leur position, au moment où un probable conflit fratricide inquiète la population de la région. Mais étant donné qu'aucun déploiement de troupe n'est observé au Niger, où le calme règne dans la capitale, les gens semblent croire qu'une intervention militaire immédiate pour rétablir le président Mohamed Bazoum n'est pas effectivement envisagée ; que la Cédéao est sur le point de la reconsidérer.

Malgré le souci de la sous-région de vouloir résoudre la crise en épuisant d'abord les efforts de médiation, et de revenir si possible à l'option militaire en cas d'échec des pourparlers, des réactions fusent de partout, pour ou contre une intervention armée au Niger. L'Algérie et le Sénat du Nigéria ont particulièrement haussé le ton pour s'opposer à la guerre, alors que les putschistes ont promis une « riposte immédiate » à « toute agression » de la part d'un pays de la Cédéao ou d'ailleurs. Le Mali et le Burkina Faso affirment qu'ils seraient solidaires du Niger et que toute intervention militaire serait considérée comme « une déclaration de guerre » à leur encontre.

Si l'organisation régionale maintient la menace de son éventuelle intervention militaire au Niger, le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP, qui a pris le pouvoir) redoute aussi que ce recours à la force vienne d'autres régions du continent africain. Dans un communiqué, il affirme qu'un *« prédéploiement pour la préparation de l'intervention a été fait dans deux pays d'Afrique centrale »*, sans préciser lesquels. *« Tout Etat impliqué sera considéré comme cobelligérant »,* ajoute le CNSP qui s'en prend aussi à la France qui martèle son soutien aux efforts de la Cédéao pour faire échouer la « tentative de putsch » au Niger.

Nestor N'Gampoula

NIGER

Une délégation Cédéao-Union africaine-ONU à Niamey

Quelques jours après l'expiration de l'ultimatum, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) prépare un nouveau sommet extraordinaire le 10 août à Abuja, auquel seront associés l'Union africaine et l'ONU.

Le nouveau sommet extraordinaire permettra aux chefs d'État ouest-africains de se pencher *« sur la situation politique et les récents développements au Nigéria »*. Plusieurs pays se consultent déjà pour arrêter une position commune lors de la rencontre. Pendant ce temps, le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) qui a pris le pouvoir à Niamey a nommé, le 7 août, un Premier ministre, Ali Mahaman Lamine Zeine.

Rappelons que la semaine passée, une délégation nigériane conduite par l'ex-président Abdulsalami Abubakar avait échoué à ouvrir le dialogue avec la junte nigérienne. Autre revers pour le Nigéria : les sénateurs du pays avaient refusé le 5 août de soutenir une opération armée. Ils ont condamné le coup de force des militaires au Niger, tout en demandant au président du pays et en exercice de la Cédéao, Bola Tinubu, de continuer à explorer toutes les options diplomatiques disponibles.

Et preuve que *« la porte de la diplomatie est toujours ouverte »*, la secrétaire d'État adjointe par intérim, l'Américaine Victoria Nulland, s'est rendue hier à Niamey, où elle s'est entretenue pendant deux heures avec certains représentants du CNSP.

Des voix s'élèvent au Nigeria, au Sénégal et autres pays, pour demander au président nigérian, Bola Tinubu, à la tête du bloc ouest-africain, de reconsidérer son éventuelle intervention militaire de la Cédéao au Niger. Des parlementaires et des responsables politiques du pays le plus peuplé d'Afrique ont également fait valoir leurs inquiétudes.

En Algérie, le président Abdelmadjid Tebboune s'oppose à la guerre. *« L'intervention militaire au Niger est une menace directe pour l'Algérie. Nous refusons catégoriquement toute intervention militaire »*, a déclaré le président algérien.

Il a martelé qu'il *« n'y aura aucune solution sans nous, l'Algérie » « Nous sommes les premiers concernés. »* L'Algérie partage près d'un millier de kilomètres de frontière avec le Niger, a-t-il souligné. *« Dans quelles situations sont aujourd'hui les pays qui ont connu une intervention militaire ? »*, s'est interrogé le chef d'Etat algérien en précisant : *« Regardez où en est la Libye, la Syrie. »*

Yvette Reine Nzaba

PORTUGAL

Le pape François clôture les JMJ à Lisbonne

Les Journées mondiales de la jeunesse se sont officiellement terminées le 6 août à Lisbonne avec la présence du pape François pour clôturer en beauté ce grand rassemblement catholique. L'émotion était palpable pour le million de pèlerins présent sur place.

Après six jours de festivités, les Journées mondiales de la jeunesse ont pris fin le 6 août dans la capitale portugaise, après une grande messe donnée par le pape François, âgé de 86 ans. L'atmosphère s'est transformée dès l'arrivée du souverain pontife dans sa fameuse papamobile. Les chants ont soudain laissé place au silence puis certains ont finalement versé des larmes.

Les prochains JMJ à Séoul

Dans son discours, le pape a invité plus d'une dizaine de fois les jeunes à «ne pas avoir peur». Avant que tout le monde rentre chez soi, le pape François a dévoilé la prochaine ville organisatrice des JMJ. Ces derniers se dérouleront en 2027 à Séoul, une première pour la Corée du Sud. Une destination que souhaitaient de nombreux jeunes.

Le souverain pontife a désormais une dernière mission avant de quitter Lisbonne aux alentours de 17 heures : rencontrer les jeunes volontaires qui ont aidé à l'organisation des Journées mondiales de la jeunesse. En septembre prochain, le pape François a prévu un déplacement à Marseille, notamment pour rencontrer pour la quatrième fois Emmanuel Macron.

Noël Ndong

DOCUMENT D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Pour le recrutement d'ONG en vue de réaliser des enquêtes socio-économiques et la cartographie participative notamment : le recensement des cacaoculteurs et la cartographie des exploitations au Nord du Congo, notamment dans les Départements de la Likouala, de la Sangha, de la Cuvette et de la Cuvette-Ouest.

AMI N° : 001/MAEP/PARSA-23
Projet : Projet d'Appui à la relance du Secteur Agricole
Maître d'Ouvrage: Ministère de l 'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche
Pays : République du Congo
Emis le : 08 août 2023

SERVICES DE CONSULTANT MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

Le Ministère de l'Agriculture, de l 'Elevage et de la Pêche a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (IAFD), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre du projet d'Appui à la Relance du Secteur Agricole (PARSA).

Les Services du Candidat auront pour objet le recrutement d'un cabinet d'étude en vue de réaliser des enquêtes socio-économiques et la cartographie participative notamment : le recencement des cacaoculteurs et la cartographie des exploitations au Nord du Congo, notamment dans les départements de la Likouala, de la Sangha, de la Cuvette et de la Cuvette-Ouest.

Le PARSA invite les Candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus. Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux :

- Bureaux d'études
-0 Consultants individuels
- ONG
- ONG et bureau(x) d'études en Groupement

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des «Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers», disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD: hnp://www.afd.fr .

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d 'Intérêt doit inclure :
•une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres,
ou
•une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants.
Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures. Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

• De l 'ampleur des marchés ;

•De la nature des Services :

/ Recencement des producteurs et cartographie d'exploitations agricoles (cacao)

/ Réaliser un recencement exaustif des planteurs volontaires dans les zones concernées et remplir avec l'ensemble des planteurs un questionnaire en vue de la constitution d'une base de données;

Sélection de Consultants- Appel à Manifestations d'Intérêt

/ Inventaire et caractérisation des parcelles appartenant, ou exploitées, par les planteurs recencés et cartographie des limites des parcelles en utilisant une application sur smartphone.

•Du domaine et de l 'expertise technique :

/ Avoir au moins 3 ans d'expérience dans la collecte de données sur les enquêtes (quantitatives/qualitatives) ;

/ Avoir un respect de l'approche genre (c 'est-à-dire avoir au sein de son effectif des hommes et des femmes) et si possible des autochtones;

/ Être en mesure d'utiliser la nouvelle technologie (smart phone) pour la collecte de données;

/ Faire preuve des capacités de communication envers les communautés est un atout;

/ Avoir travaillé où être en train de travailler dans la zone cible du Projet dans ses expériences précédentes, et être résidant dans la zone du projet (siège, enregistrement du récépissé) ;

/ Avoir une expérience dans les travaux d'inventaire mufti-ressources, avec une connaissance avérée du système d'information géographique (SIG) et de la cartographie;

/ Avoir en son sein au moins un ingénieur de développement rural ou un détenteur de diplôme de Master en agroforesterie.

•Du contexte géographique :

/ Départements de la Likouala, de la Sangha et de la Cuvette et de la Cuvette-Ouest.

./ Connaitre parler les langues nationales au nord du Congo, notamment le Linga/a en plus du français. La connaissance des langues maternelles de la zone d'intervention est un atout.

En cas de Groupement, son mandataire ainsi que tout membre ayant son siège en dehors du pays du Client devront remplir chacun de ces critères.

Une candidature ne répondant pas à l'une de ces exigences sera écartée.

Le PARSA dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous: pour le mardi 30 Août 2023 à 13 heures
00 mn auprès de Monsieur Ambroise LOUFOUMA, Coordonnateur National Principal du PARSA, adresse: Immeuble TAMBADOU- 2, avenue de la base- croisement boulevard Denis SASSOU NGUESSO;
e-mail: ambroiseloufouma@gmail. corn

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus, aux heures suivantes : 9 heures 30 miniutes à 15 heures 30 minutes.

Fait à Brazzaville, le 08 août 2023
Le Coordonnateur National Principal,

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE
République du Congo
Le Coordonnateur National Principal
PROJET D'APPUI A LA RELANCE DU SECTEUR AGRICOLE

Ambroise LOUFOUMA

CLIMAT

Le Brésil abrite le sommet de l'Amazonie

Sur initiative du président Brésilien Lula da Silva, un sommet réunissant les pays d'Amazonie s'est ouvert le 8 août à Belém, dans l'espoir de trouver des solutions concrètes contre le réchauffement climatique.

Le sommet réunira les huit pays membres de l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA), créée en 1995 pour protéger la forêt tropicale : Brésil, Bolivie, Colombie, Venezuela, Équateur, Guyane, Pérou et Suriname.

La République du Congo qui abrite également une importante forêt tropicale est représentée au plus haut sommet de l'Etat par Denis Sassou N'Guesso, président de la Commission climat du bassin du Congo. En effet, ce dernier mène un combat écologique depuis des décennies pour la défense de la nature, la protection de l'environnement et au profit du développement durable, de la paix et des générations futures.

Le sommet de l'Amazonie est une occasion de débattre des stratégies communes pour lutter contre la déforestation et promouvoir le développement durable dans cette région qui abrite environ 10 % de la biodiversité de la planète. Il s'agit aussi de revitaliser l'OTCA, dont les origines remontent à 1979, et de présenter une vision commune des pays de cette région.

La République du Congo qui abrite également une importante forêt tropicale est représentée au plus haut sommet de l'Etat par Denis Sassou N'Guesso, président de la Commission climat du bassin du Congo. En effet, ce dernier mène un combat écologique depuis des décennies pour la défense de la nature, la protection de l'environnement et au profit du développement durable, de la paix et des générations futures.

Le président Denis Sassou N'Guesso à son arrivée à Belém/DR

Les huit pays de l'Amazonie veulent aussi définir une position commune pour parler d'une seule voix lors de la prochaine réunion de l'ONU sur les changements climatiques, la COP28, qui doit avoir lieu en novembre à Dubaï.

De nombreux leaders indigènes se sont également donné rendez-vous à Belém. Ils espèrent que leurs revendications sur le droit à la terre seront entendues.

À la tête du Brésil depuis janvier, le président Lula a fait de la protection de l'immense forêt tropicale sa priorité, puisque le pays abrite 60 % de la forêt amazonienne. Il s'est engagé à mettre un terme d'ici 2030 à la déforestation, qui a fortement augmenté.

Yvette Reine Nzaba

SOMMET DES BRICS

Emmanuel Macron ne fait pas partie des invités

Emmanuel Macron ne sera pas au sommet des Brics qu'organisera l'Afrique du Sud du 22 au 24 août. Le président français n'a pas été invité, c'est ce qu' a indiqué la cheffe de la diplomatie sud-africaine, Naledi Pandor.

L'Afrique du Sud a invité les dirigeants de 67 pays et des représentants de 20 organisations au sommet des Brics prévu ce mois-ci à Johannesburg. Emmanuel Macron n'en fait pas partie. Le 20 juin dernier, la cheffe de la diplomatie française avait fait connaître à Pretoria la disponibilité et l'intérêt du président Macron de prendre part au sommet des Brics. Les dirigeants du groupe des Brics se réuniront du 22 au 24 août à Johannesburg. «Ainsi, le président a invité (avec le soutien total des dirigeants des Brics) 67 dirigeants de pays d'Afrique et du 'Sud global' à participer aux événements consacrés aux contacts entre les Brics et l'Afrique et aux dialogues 'Brics plus'. Pour l'heure, les confirmations ont été reçues d'au moins 34 pays», a déclaré la cheffe de la diplomatie sud-africaine. Des invitations avaient été également adressées au secrétaire général de l'ONU et à des représentants d'autres organisations, a-t-elle ajouté.

Interrogée sur la possibilité que le président français Emmanuel Macron puisse participer, après que ce dernier a manifesté son intérêt, Naledi Pandor n'a pas retenu cette éventualité. «*Aucune invitation n'a été lancée à cet égard*», a-t-elle souligné. «*J'ai fait état à mon homologue Mme Pandor […] de la disponibilité du président et de son intérêt à poursuivre le dialogue que la France entretient avec les Brics*», avait déclaré Catherine Colonna à la presse au terme d'une visite officielle en Afrique du Sud. La décision d'inviter Macron «*doit être prise non pas par la France mais par les Brics et au premier rang d'entre eux l'Afrique du Sud, qui est la puissance invitante du sommet*», avait-elle précisé. Deux jours plus tard, soit le 22 juin, c'était au tour de Moscou d'aborder le sujet, sans pour autant nommer le président français. "Il est clair que les chefs d'État qui conduisent une politique aussi hostile et inacceptable à notre égard, qui sont si déterminés à isoler la Russie sur le plan international et adhèrent à la ligne de l'OTAN visant à nous infliger une défaite stratégique, n'ont pas leur place comme invités des Brics", avait déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov.

La participation du président russe Vladimir Poutine, contestée par plusieurs capitales occidentales notamment Paris, constituait un dilemme pour Pretoria qui, en tant que membre de la Cour pénale internationale, aurait dû appliquer le mandat d'arrêt international lancé à son encontre. Vladimir Poutine ne participera pas au sommet des Brics, a fini par annoncer la présidence sud-africaine, mettant fin à plusieurs mois de spéculations sur le sujet. La Russie sera représentée par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Vladimir Poutine y participera en visioconférence.`

Noël Ndong

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'AMÉNAGEMENT

Le secrétariat technique tient sa session inaugurale

Le secrétariat technique permanent du comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire a ouvert, le 7 août à Kintélé, dans le Pool, sa session inaugurale marquant le lancement de cet organe technique qui s'occupe de l'harmonisation des politiques sectorielles de valorisation des terres.

Une vue des participants à l'ouverture de la session inaugurale/Adiac

Une vingtaine d'experts participe à la session inaugurale du secrétariat technique permanent du comité interministériel d'aménagement et de développement. Un organe créé en 2017 pour harmoniser les politiques sectorielles de mise en valeur des territoires et d'assurer l'arbitrage sur les cas de superposition d'usage des territoires.

Pendant quatre jours, ces techniciens vont examiner, ministère par ministère, tous les cas d'affectation des terres en vue d'identifier d'éventuels cas de superposition des territoires. « Nous allons examiner les cas d'affectation des terres au niveau des ministères sectoriels, identifier des cas de superposition des territoires afin de préparer un dossier que nous allons soumettre au comité interministériel », a précisé le directeur général de l'Aménagement du territoire, Pierre Ngona.

Présidée par le directeur de cabinet du Premier ministre, serges Blaise Zoniaba, la session inaugurale visait à présenter les documents régissant le fonctionnement du secrétariat technique permanent du comité interministériel ainsi que ceux encadrant le processus d'affectation des terres au Congo.

Il s'est agi aussi de partager les informations sectorielles sur les affectations récentes des terres au titre des années 2019-2023 ; d'actualiser les données géomatiques de la cellule SIG du Matter sur l'utilisation des terres.

Les assises ont aussi pour objectif de préparer le dossier à soumettre à la prochaine réunion du comité interministériel ; de formuler les recommandations en rapport avec ces cas de superposition incompatible d'usage des terres.

Firmin Oyé

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DE PARTENAIRE

Dans le cadre de la nouvelle organisation de son réseau de distribution en République du Congo, CANAL+ CONGO recherche des partenaires capables d'assurer le développement de ses activités commerciales dans les départements des Plateaux, de la Cuvette, de la Cuvette Ouest, de la Sangha et de la Likouala.

Tout dépôt de dossier / demande d'information doit être adressé à l'adresse e-mail suivante : canalpluscongo@canal-plus.com.

Date de fin de candidature: 25 août 2023.

CANAL+ CONGO

CANAL+

COMMUNIQUE DE PRESSE

Perenco crée une barge de formation itinérante en Afrique centrale et prévoit de former plus de 2500 personnes à travers 4 pays.
Perenco est un producteur indépendant de pétrole et de gaz, reconnu pour son innovation et son expertise dans le secteur des hydrocarbures. Pour maintenir un haut niveau de technicité et améliorer en continu la sécurité de ses sites, l'entreprise a besoin de former régulièrement ses équipes multidisciplinaires. La formation permet également aux employés et sous-traitants de Perenco de développer leurs compétences pour s'épanouir professionnellement et contribuer à la réussite de l'entreprise.

UNE BARGE ITINERANTE QUI VIENT AU PLUS PRES DES SITES PERENCO

Afin de répondre à un besoin de formation sur mesure tout en facilitant la logistique indispensable à ce type d'exercice, Perenco a eu l'idée novatrice de créer une barge de formation mobile. Cette barge, baptisée le «Barge Training Center Jean-Robert Ippet-Letembet» en hommage à l'un de ses anciens cadres dirigeants décédé en 2020, permet à ses collaborateurs de suivre plus facilement des programmes d'apprentissage tout en restant près de leur lieu de travail.
Avec cette barge itinérante, Perenco peut désormais former les équipes de ses quatre filiales d'Afrique centrale. Les installations pédagogiques et les formateurs sont transportés sur la barge, qui vient directement dans le pays pour dispenser la formation. Grâce à cette initiative ingénieuse, Perenco permet à ses collaborateurs de développer leurs compétences sans que la formation n'ait d'impact opérationnel sur les sites de l'entreprise.

LA TRANSFORMATION D'UNE BARGE DE TRANSPORT EN CENTRE DE FORMATION

Fidèle à son modèle de recyclage de l'existant, Perenco a investi plusieurs millions d'euros dans la conversion de cette barge à partir d'une ancienne unité de transport de cailloux. Mesurant 91 mètres de long pour 27 mètres de large, soit à peu près la taille d'un terrain de football, elle dispose d'un maximum d'espace sur le pont pour les apprenants et le matériel pédagogique.
Equipée de matériel récupéré sur des sites Perenco, rénové et recyclé spécifiquement pour l'apprentissage, de matériel neuf comparable à ce que l'on trouve dans des grandes universités pétrolières internationales, et également de matériel spécifique créé par le Groupe pour enseigner son savoir-faire unique, le Barge Training Center Jean-Robert Ippet-Letembet propose ainsi un matériel très similaire à ce que l'on trouve sur les sites Perenco.

UN CONTENU SUR-MESURE

Les formations sont assurées par une équipe de professionnels qualifiés, composée de collaborateurs expérimentés du Groupe ou d'experts mandatés pour leurs compétences spécifiques. Les cours sont assurés par dix formateurs permanents qui dispensent des enseignements 7 jours sur 7 et 340 jours par an.

Ils couvrent différents domaines liés aux sites pétroliers de Perenco, notamment la vie sur un chantier Perenco, l'hygiène, la sécurité, l'environnement (HSE), la maintenance (électricité, mécanique, instrumentation,) la production et les opérations sur puits (workover). Chaque métier dispose de son propre programme, élaboré en fonction des besoins particuliers de Perenco et qui est amené à évoluer selon les besoins de chaque site. Les cours comprennent des modules théoriques, des travaux pratiques en groupes ainsi que des mises en situations, basées sur des jeux de rôles, et adaptées aux réalités rencontrées sur les sites de l'entreprise. Cette méthode d'apprentissage ludique et conviviale assure à tous d'apprendre le maximum de choses pendant leur séjour sur la barge.

La singularité de ces formations réside dans leur caractère sur mesure, fruit de l'intelligence collective. Les cours sont conçus en fonction des besoins réels des apprenants grâce à une évaluation matin et soir de chacun sur la nouvelle plateforme numérique du Groupe, PeTra, et améliorés en permanence grâce à leurs retours et aux évolutions internes au sein du Groupe. Grâce à cette approche, 100% des contenus enseignés sont directement applicables sur les sites Perenco, ce qui ne serait pas possible avec des formations externes.

Pour Benjamin RAMBAUD, Coordinateur du Barge Training Center :
« Nous essayons d'utiliser ce que chacun a appris dans tous les endroits où il a travaillé. C'est cet échange permanent de connaissances et d'expériences qui est vraiment important chez Perenco et qui rend ce projet si particulier. »

PREMIERS RESULTATS

Depuis l'automne 2022 et d'ici la fin de l'année 2023 ce seront plus de 2500 personnes qui devraient être formées avec la barge dont déjà plus de 750 personnes au Gabon (entre septembre 2022 et février 2023) et 650 en RDC (entre mars et juin 2023). Depuis le 7 juillet, elle est au Congo Brazzaville où elle devrait former plus de 600 personnes. Elle partira ensuite au Cameroun d'octobre à décembre où elle devrait former près de 800 personnes.
La Barge peut accueillir jusqu'à 40 apprenants par jour, soit 30 pour les formations de base et 10 en formation spécifique.
Avec cette barge de formation, le Groupe est en mesure d'assurer une formation de qualité à ses employés et sous-traitants, tout en limitant les déplacements et en réduisant les coûts des formations professionnelles de ce type.
Cette méthode de formation personnalisée basée sur l'expérience du Groupe permet à ses collaborateurs d'acquérir des compétences pratiques adaptées à leur environnement de travail. Elle permet également aux équipes de rester à la pointe des avancées et des innovations dans le secteur des hydrocarbures, en fournissant un apprentissage actualisé en permanence. Ainsi, les cours dispensées par Perenco sont un véritable atout pour assurer la sécurité, la fiabilité et la compétitivité de ses activités pétrolières et gazières sur le long terme dans une démarche responsable et contribuer ainsi à l'essor économique et social du pays.

A propos de Perenco au Congo:
Présent depuis 2001 en République du Congo, Perenco est un producteur indépendant d'hydrocarbures qui intervient sur l'ensemble du cycle de vie des projets, de l'exploration au démantèlement, grâce à des compétences internalisées couvrant l'ensemble des métiers de l'amont pétrolier. Expert reconnu dans l'optimisation des champs matures et le développement des champs marginaux, sa production s'élève à 85 000 bopd par jour (2022). Acteur ambitieux et responsable dans le paysage pétrolier congolais, ses collaborateurs déploient une polyvalence et un véritable savoir-faire technique afin d'accompagner l'essor économique et humain de la République du Congo dans le respect de l'environnement.

Pour plus d'informations, www.perenco.com
Contact Presse Perenco au Congo : Service Communication, (+242) 05 203 8964 / hmpara@cg.perenco.com.

BANQUE MONDIALE

Le directeur régional des opérations séjourne à Brazzaville

En mission de cinq jours dans la capitale congolaise, le directeur régional des opérations de la Banque mondiale (BM) pour la République du Congo, Cheick Fantamady Kanté, rencontrera les autorités congolaises pour évoquer le développement du partenariat stratégique.

Durant son séjour au Congo, du 7 au 11 août, le directeur régional des opérations de la BM entend booster la coopération entre la BM et la République du Congo. L'institution de Bretton Woods est entrée dans une phase de réforme en réponse aux nouveaux défis mondiaux liés à la croissance démographique, à l'augmentation des inégalités, les changements climatiques…

L'agenda de Cheick Fantamady Kanté est déjà chargé outre les rencontres avec les ministères sectoriels et les représentants des organisations de la société civile. Il aura des échanges sur les engagements régionaux de la BM impliquant la République du Congo. Le visiteur procédera à la signature du projet régional d'amélioration des corridors de transport routier et fluvial en Afrique centrale avec les autorités congolaises, de même qu'à celle de l'accord de restructuration du programme de réduction des émissions dans la Sangha et la Likouala.

Le directeur des opérations de la BM pour le Congo, le Cameroun, la Centrafrique, le Gabon et la Guinée équatoriale, va également participer à la cérémonie d'ouverture de l'atelier de validation du rapport sur le climat et le développement de la République du Congo.

Avec un portefeuille d'intervention évalué à 917,96 millions de dollars (549, 5 milliards FCFA) pour seize projets dont deux projets régionaux, la BM est l'un des principaux partenaires au développement de la République du Congo. La coopération entre les deux parties s'est consolidée ces dernières années principalement en matière de réforme du système statistique national avec la construction d'un centre de formation des cadres statisticiens congolais, l'amélioration du secteur agricole ainsi que le secteur numérique en cours de déploiement.

Cheick Fantamady Kanté/DR

...La BM est l'un des principaux partenaires au développement de la République du Congo. La coopération entre les deux parties s'est consolidée ces dernières années principalement en matière de réforme du système statistique national avec la construction d'un centre de formation des cadres statisticiens congolais, l'amélioration du secteur agricole ainsi que le secteur numérique en cours de déploiement.

Les domaines d'intervention de l'institution financière internationale sont aussi variés que le capital humain qui représente 31% du total d'intervention, contre le développement durable (26%), la croissance équitable, finances et institutions (22%) ainsi que les infrastructures (21%).

Fiacre Kombo

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BRAZZAVILLE

Deux Congolais interpellés pour trafic d'ivoire

La Région de gendarmerie et la Direction départementale de l'économie forestière ont déféré, le 6 août, au Tribunal de grande instance de Brazzaville deux Congolais pour détention de quatre pointes d'ivoire.

Les deux présumés trafiquants ont été pris en flagrant délit de détention, circulation et tentative de commercialisation de quatre pointes d'ivoire représentant deux éléphants massacrés. Les ivoires saisis auraient été achetés dans le département des Plateaux et transportés jusqu'à Brazzaville pour la commercialisation. Le fait de détenir les ivoires, de circuler avec et tenter de les commercialiser, constitue un délit conformément à la loi n° 37/2008 du 28 novembre 2008 en République du Congo.

Ces malfrats ont été interpellés par les éléments de la Région de gendarmerie de Brazzaville et ceux de la Direction départementale de l'Economie forestière avec le concours technique du Projet d'appui à l'application de la loi sur la Faune sauvage(Palf).

A Brazzaville, plusieurs autres individus seraient aussi impliqués dans ce réseau. Les enquêtes se poursuivent dans ce sens afin de démanteler tout le réseau. Ces individus encourent des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ferme assorties d'une amende de cinq millions de FCFA conformément à la loi.

Au Congo comme ailleurs dans le monde, le commerce illégal des produits de faune conduit à l'extinction des espèces fauniques. Conscient de ce fait, le Congo depuis un certain temps s'est engagé à protéger ses espèces animales en voie d'extinction. Par conséquent, les autorités sanctionnent les contrevenants à la loi. *« Nous, les agents des Eaux et Forêts en collaboration avec les gendarmes et le Palf qui nous appuie, sommes débout comme un seul homme pour traquer tous ceux-là qui ne veulent pas s'aligner derrière la réglementation en vigueur »*, a déclaré Huguette Flore Ngokabe, Directrice départementale de l'Economie forestière de Brazzaville.

En République du Congo, l'éléphant fait partie des espèces animales intégralement protégées, conformément à loi. L'article 27 de la loi Congolaise sur la faune et les aires protégées stipule que : *« l'importation ; l'exportation ; la détention et le transit sur le territoire national des espèces intégralement protégées ; ainsi que de leurs trophées sont strictement interdits ; sauf dérogation spéciale de l'administration des eaux et forêts ; pour les besoins de la recherche scientifique ».*

Fortuné Ibara

« l'importation ; l'exportation ; la détention et le transit sur le territoire national des espèces intégralement protégées ; ainsi que de leurs trophées sont strictement interdits ; sauf dérogation spéciale de l'administration des eaux et forêts ; pour les besoins de la recherche scientifique ».

DROITS HUMAINS

Priorité à la jeunesse autochtone

La Journée internationale des peuples autochtones, célébrée chaque 9 août, est commémorée cette année sur le thème « Les jeunes autochtones comme agents de changement pour une libre autodétermination ».

« Le thème retenu cette année nous encourage à créer des conditions pour que les jeunes autochtones aient la capacité d'agir en tant que citoyen en accédant aux services, aux emplois publics, aux institutions et bien d'autres avantages que leur confèrent les textes en vigueur », a indiqué le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones, Aimé Ange Wilfrid Bininga, dans la déclaration du gouvernement relative à la célébration de la Journée internationale des peuples autochtones.

ment, environ 400 jeunes autochtones travaillent dans les sociétés d'exploitation forestière dans les départements de la Sangha et de la Likouala. Plusieurs autres sont actuellement en service dans la police et la gendarmerie nationales.

« Le thème retenu cette année nous encourage à créer des conditions pour que les jeunes autochtones aient la capacité d'agir en tant que citoyen en accédant aux services, aux emplois publics, aux institutions et bien d'autres avantages que leur confèrent les textes en vigueur »

Des avancées

Par ailleurs, le ministre a rappelé que le Congo a déjà son Plan d'action national d'amélioration de la qualité des populations autochtones couvrant la période 2022-2025. Ainsi, en matière d'éducation, 14750 enfants autochtones dont 7456 filles ont été scolarisés au cours des trois dernières années. De 2019 à 2023, 6916 actes de naissance et plus de 1000 cartes nationales d'identité ont été octroyés. Pour l'année 2023, treize d'entre eux ont été recrutés à la fonction publique dont deux sages-femmes. Actuelle-

Aussi, une femme autochtone, diplômée de l'Ecole nationale de l'administration et de la magistrature, a été nommée aux fonctions de substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Brazzaville. Lors des élections locales des 4 et 10 juillet 2022, les jeunes autochtones ont été nommés parmi les conseillers départementaux de la Sangha et la Likouala.

« Le gouvernement va poursuivre des efforts pour soutenir et accompagner la jeunesse autochtone dans son aspiration au changement », a indiqué le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones, Aimé Ange Wilfrid Bininga. Il a, en outre, appelé l'ensemble de la population à promouvoir le développement sans exclusive de tous les Congolais bantous et autochtones par l'adoption des attitudes encourageant la cohésion nationale particulièrement en faveur de la jeunesse autochtone.

Le ministre en charge de la Justice donnant lecture de la déclaration du gouvernement

« Le gouvernement va poursuivre des efforts pour soutenir et accompagner la jeunesse autochtone dans son aspiration au changement », a indiqué le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones, Aimé Ange Wilfrid Bininga.

Rominique Makaya

ELECTIONS SÉNATORIALES

Une vingtaine de femmes en lice pour le scrutin du 20 août

Sur les 113 candidatures validées par la Direction générale des affaires électorales (DGAE) pour les élections sénatoriales, on compte vingt-sept femmes représentant les partis politiques ou des indépendantes.

Parmi les formations politiques ayant positionné plus de femmes, il y a le Parti congolais du travail qui en a dix-sept sur les 55 candidats présentés, soit 31%. Au deuxième rang, on trouve les indépendantes qui sont au nombre de cinq, suivies de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale avec deux candidates. Le Parti républicain et libéral, le Mouvement action et renouveau, le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral ont chacun présenté une candidate. Notons que la législature finissante compte treize sénatrices. La campagne électorale se déroule du 4 au 18 août sur tout le territoire national.

Parfait Wilfried Douniama

CHAMPIONNAT NATIONAL JUNIORS DE HANDBALL

Les combinaisons des quarts de finale dévoilées

Les quarts de finale de la 21e édition du championnat national juniors filles et garçons se jouent le 9 et 10 août à Madingou. Les équipes de Brazzaville dominent largement à ce niveau de la compétition.

Les combinaisons des quarts de finale du championnat national juniors, challenge Henri-Joseph-Parra sont connues. Elles mettront aux prises les huit meilleurs clubs du côté des garçons. Le même tableau se présente également chez les filles. Ces rencontres qui se déroulent au stade municipal de Madingou donneront aux vainqueurs le ticket pour les demi-finales.

Tout va commencer par les matchs des filles ce 9 août avant ceux des garçons prévus pour le lendemain. Chez les dames, Etoile du Congo de Brazzaville sera face aux Dolisiennes d'AS Cheminots au moment où Abeille de Loutété (premier du groupe B) jouera contre US Rangers de la Cuvette. US Renaissance de Brazzaville qui a surpris par l'écart des buts et le score qu'elle a infligé à ses adversaires devra confirmer devant IFO Ngombé de la Sangha. L'autre quart de finale va opposer l'équipe de Brazzaville, Asoc, à celle de Pointe -Noire, Tié-Tié Sport.

Du côté des garçons, Etoile du Congo de Brazzaville qui a dominé tous ses adversaires du groupe A sera face à Pajo Sport de la Sangha. Le second quart de finale opposera deux équipes de Brazzaville, JSO-DGSP. Le premier du groupe B, Asoc de Brazzaville va défier le deuxième du groupe A, NHA Sport de Pointe-Noire. Les Brazzavillois d'Académie seront face à Union Sport de la Bouenza.

Selon le directeur technique national, Jean Patrice Pahapa, la compétition permet aux jeunes handballeurs et handballeuses de s'affronter afin de permettre à la fédération de dénicher le niveau des différentes équipes.

Une séquence de jeu/Adiac

Selon le directeur technique national, Jean Patrice Pahapa, la compétition permet aux jeunes handballeurs et handballeuses de s'affronter afin de permettre à la fédération de dénicher le niveau des différentes équipes.

Après Owando et Makoua dans la Cuvette, en 2022, la plus grand-messe du handball congolais, dans la catégorie des juniors, se déroule à Madingou. Le challenge Henri-Joseph -Parra met aux prises trente-cinq clubs dont vingt en hommes et quinze en dames. Les équipes participantes sont issues de toutes les ligues départementales. Elles s'affrontent dans le fair-play afin de succéder, le 15 août prochain, à AS Neto, chez les filles, et détrôner Étoile du Congo, du côté des garçons.

Cette compétition rend hommage à l'ancien président de la Fédération congolaise de handball (Fecohand), Henri Joseph Parra.

Rude Ngoma

MUSIQUE

Kévin Mbouandé se produira le 1er décembre à Paris

L'annonce a été faite par les organisateurs de ce concert en présence de l'artiste vedette Kévin Mbouandé, au cours d'un déjeuner de presse organisé récemment à Brazzaville.

Le concert que va donner Kevin Mbuandé et son orchestre Patrouille des stars dans la salle Palace de Villiers à Paris (France) est organisé par l'association Mwinda développement (AMD) en partenariat avec Eveil d'Afrique. Si la date phare de ce concert est fixée au 1er décembre, le groupe de Kevin Mbuandé aura d'autres prestations en France, a précisé le secrétaire général de l'AMD, Hermann Ekoualé assisté de Hugues Ndion.

De prime abord le président d'Eveil d'Afrique, Ugain Kaya Mikala, a justifié le choix porté sur l'artiste musicien Kévin Mbouandé pour prester à Paris en ces termes. *« Il faut reconnaître de leurs vivants la valeur de nos artistes, leurs talents, leurs génies musical et artistique, leurs prestations . Pour ceux de la génération 70- 80, on peut se dire aujourd'hui que nous avons dansé et continuons à danser et danserons sur le rythme de Kévin Mbouandé Lifouramba. Les critères qui ont fondé le choix de l'artiste relèvent tout simplement de son génie musical, sa compétence et ses prestations. Et la diaspora avec laquelle j'ai échangé a manifesté le désir de voir Kévin Mbouandé se produire à Paris. »*

S'agissant du volet sécuritaire, le président d'Eveil d'Afrique a souligné qu'ils ont enclenché déjà des démarches administratives et consulaires pour la bonne tenue de ce concert et les dispositions sérieuses ont été prises. Il a précisé également que le concert du 1er décembre est un concert à caractère social et philanthropique et non politique. C'est pour cette raison, dit-il, qu'il est organisé le 1er décembre, date de la célébration de la Journée mondiale de la lutte contre le VIH/Sida. Les bénéfices récoltés au cours de ce concert appuieront les initiatives caritatives et les initiatives de développement durable.

A propos du développement durable, Ugain Kaya Mikala, en sa qualité d'écologiste, a annoncé à la presse que l'artiste Kévin Mbouandé va composer une chanson pour la préservation des forêts du Bassin du Congo. Il va aussi représenter le Congo au forum de la Commission des forêts d'Afrique centrale qui aura lieu au Cameroun afin de chanter pour la préservation des forêts.

Le soutien de la diaspora vivement sollicité

L'artiste musicien Kévin Mbouandé, le Métatron, a remercié l'AMD pour avoir pensé à son orchestre Patrouille des stars, tout en rassurant qu'à leur niveau le concert va bien se passer. Il a profité de l'occasion pour inviter la diaspora congolaise en particulier et africaine en général à venir nombreux et aussi à les soutenir pour la bonne tenue de ce concert. Kévin Mbouandé a demandé également le soutien moral et financier des autorités nationales, parce qu'en allant jouer à Paris en France Patrouille des stars va représenter le Congo, le drapeau national.

Aux mélomanes de la bonne musique, Kévin Mbouandé a annoncé qu'avant de se rendre en France, l'orchestre Patrouille des stars leur réserve un nouvel opus intitulé « Ligne rouge ». Déjà le 7 août le groupe a débuté l'enregistrement de cet album. Quant à son éventuelle prestation scénique au stade Alphonse Massamba Débat, Kévin Mbouandé dit que le groupe Patrouille des stars est prêt puisqu'il a un répertoire bien fourni. Le seul problème, dit-il, c'est la manifestation d'un producteur, parce que le concert au stade demande beaucoup de moyens surtout logistiques.

Bruno Okokana

Organisation mondiale de la Santé

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA PREQUALIFICATION DES FOURNISSEURS DE BIENS ET DE SERVICES A L'USAGE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) invite les fournisseurs à présenter une déclaration d'intérêt pour la fourniture de biens ou de services (la liste complète est à télécharger en suivant les instructions ci-dessous) :

-Matières premières, Produits chimiques, Papier, Carburant

-Machinerie et outils industriels

-Équipement et outils de construction et de transport

-Matériel médical et de laboratoire, produits pharmaceutiques

-Aliments, matériel de nettoyage et équipement pour le secteur des services

-Matériel technologique, de bureau et de communication

-Matériel de sureté et de sécurité.

-Matériel personnel et domestique, biens de consommation

-Services d'édition et de design et graphiques) Services professionnels pour l'agriculture

-Services de construction et d'entretien de bâtiment

-Services de production et fabrication industrielles

-Services de nettoyage industriel

-Services de transport

-Services d'ingénierie et de recherche et services technologiques

-Services de voyage et de restauration, d'hébergement et de divertissement

-Etc.

Téléchargement du dossier : Vous pouvez accéder aux instructions et dossier complet à partir du lien https://form.typeform.com/to/dAmB1XCH ou en scannant le QR code ci-dessous :

SCAN ME

Soumission du dossier : Les dossiers complets doivent être envoyés uniquement par voie électronique à Log Initiative* à l'adresse suivante : ami.oms.congo@gmail.com

Date limite de soumission du dossier : Vendredi 25 Août 2023 (les dossiers reçus après la date indiquée ne seront pas pris en considération)

Les fournisseurs qui auront manifesté leur intérêt verront leurs dossiers minutieusement étudiés. Cependant, le fait de répondre au présent appel à manifestation d'intérêt ne garantit pas à un fournisseur d'être invité à participer à un quelconque Appel d'Offres de l'OMS.

*Log Initiative est un bureau d'études spécialisé en études de marché.

FORMATION EN LANGUE ANGLAISE

La plateforme ILTG remet les diplômes aux apprenants

Les jeunes de la 12e promotion dite Benarez Moussayandi, parrain de l'évènement, qui ont été formés en anglais par International Leading Teachers Group (ILTG), ont reçu leurs diplômes, le 5 août, à l'Institut supérieur de management et des métiers.

Après six mois de d'apprentissage de la langue anglaise à titre gratuit, plus de trente jeunes issus de tous les milieux socio-éducatifs ont reçu leurs diplômes de fin de formation. *« L'objectif de cette formation est d'aider les jeunes congolais à pouvoir briser les barrières linguistiques en langue anglaise, qui est devenue de nos jours un atout non négligeable dans la recherche de l'emploi mais aussi dans l'insertion en milieu professionnel »*, a dit Rod Adoua, coordonnateur départemental d'ILTG.

Désormais outillés d'un atout non négligeable, à savoir le maniement de la langue anglaise, ces jeunes ont fait un pas important dans l'immersion socio-professionnelle de plus en plus exigeant dans un monde devenu un village planétaire avec ses contraintes communicationnelles auxquelles répondent très justement l'anglais, la langue des affaires et du partage.

Les jeunes formés par les encadreurs sortis essentiellement du moule ILTG ont fait montre de volonté, d'assiduité et de dévouement pour arriver à ce résultat qui honore non seulement ILTG mais aussi les parents venus assister à la cérémonie.

Les jeunes formés par ILTG «Adiac»

« L'objectif de cette formation est d'aider les jeunes congolais à pouvoir briser les barrières linguistiques en langue anglaise, qui est devenue de nos jours un atout non négligeable dans la recherche de l'emploi mais aussi dans l'insertion en milieu professionnel »

La pratique du journalisme en anglais, le débat sur la violence en milieu scolaire dans la même langue et le théâtre sur l'importance de la langue anglaise ont édifié l'assistance sur la formation et les enseignements dispensés par ILTG. Heureux et satisfait du travail abattu par les jeunes, Benarez Moussayandi, coordonnateur national de la plateforme ILTG, a exhorté les jeunes formés à briller par les vertus d'amour et de partage comme leurs aînés des promotions précédentes. *« Continuez à travailler et demeurez grands. Brillez par la transmission du savoir acquis à autrui »*, a-t-il martelé.

Les diplômes de fin de formation ont été remis aux jeunes mais aussi à tous ceux qui ont contribué à la réussite de l'activité. ILTG est une plateforme socioculturelle et éducative, qui existe depuis près de dix ans, ayant la mission de former, informer, éduquer et orienter les jeunes par le biais des séminaires en développement personnel. Elle est essentiellement composée d'enseignants de langue anglaise formés en Afrique du Sud.

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE CHRÉTIENNE

Claudrick Mieré prépare un nouvel album

Plus connu sous le nom de Claudrick Mieré, l'artiste musicien du gospel Claudrick Murphy Mieré s'apprête à sortir un nouvel album.

«Caina» sorti en décembre 2022 et «Ascension» en février 2023 font partie de l'opus qui réunira plusieurs autres titres pour égayer les férus de la musique religieuse en général et gospel en particulier.

Issu d'une famille chrétienne, Claudrick Mieré entame son cheminement spirituel dès son enfance en tant que membre des Témoins de Jéhovah en 1995, avant de se convertir au catholicisme en 1998 et recevoir le baptême en 2009. La musique devient rapidement sa passion. En 2010, il lance son tout premier opus musical. Sa carrière s'épanouit avec le temps et il acquiert une expérience significative dans la production musicale, travaillant aux côtés de la légende de la chanson africaine M'Bilia Bel de 2013 à 2017.

En 2018, Claudrick Miere est consacré pasteur, marquant ainsi une nouvelle étape importante dans sa vie. Quelques mois après sa consécration, il fonde Mission Tibériade, démontrant son engagement continu envers sa foi.

Tout au long de son parcours, Claudrick Miere produit plusieurs œuvres musicales, dont son dernier album intitulé «Jérusalem - Saison» sorti en juillet 2022. En 2023, Claudrick Miere est victime d'un grave accident.

Claudrick Murphy Mieré

Grâce à la bonté divine, sa vie est sauve. Cette épreuve difficile le pousse à exprimer sa gratitude envers Dieu à travers la chanson «La Grâce De Dieu», reflétant la grandeur divine dans la vie humaine. Cette chanson est désormais disponible sur les plateformes de streaming, témoignant de sa résilience et de sa foi inébranlable.

H.B.M.

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

67 militaires promus au grade supérieur au titre du 3e trimestre

La cérémonie du port de grade a eu lieu, il a quelques jours, au camp 31 Juillet à Pointe-Noire, en présence du colonel Charles Vingha, commandant de la dixième brigade d'infanterie.

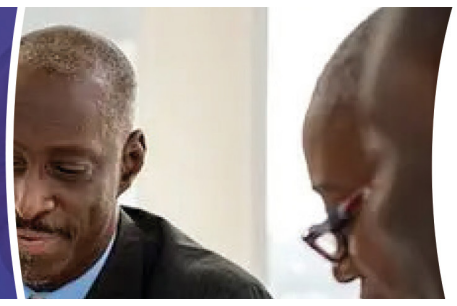
Après une expérience militaire acquise pendant une longue période, les soixante-sept militaires évoluant à la dixième brigade d'infanterie ont été promus au grade supérieur au titre du troisième trimestre de l'année en cours. L'accomplissement avec succès d'une mission à laquelle chacun d'eux a pu effectuer, reposant sur des relations fortes, la fraternité d'armes, dans une identité commune nationale marquée par l'observation des us et coutumes, a abouti à cette cérémonie traditionnelle d'arrosage des galons des promus. L'activité a été patronnée par le colonel Charles Vingha, commandant de la 10e brigade d'infanterie qui, dans son adresse, a fait savoir aux nouveaux promus que le travail qui les attendait était beaucoup plus ardu qu'hier, car un nouveau grade appelle à une nouvelle fonction.

Ensuite, en sa qualité du plus gradé de tous les promus, le lieutenant-colonel Marcelin Taty a, au nom de tous ses camarades, remercié le haut commandement pour cette promotion, avant de déclarer qu'ils étaient tous disponibles à accomplir les tâches et missions régaliennes qui leur seront fixées.

Notons que cette promotion traduit bien leur assiduité au travail, mais surtout une marque de confiance auprès de leur hiérarchie. Les heureux récipiendaires se sont retrouvés avec leur entourage pour un moment convivial et festif. La cérémonie s'est achevée par un défilé militaire sous le rythme de la fanfare militaire.

Hugues Prosper Mabonzo

TABLEAU 2023 DES MEMBRES DE L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES DU CONGO (ONEC-C)



ONEC-C

Le Conseil de l'Ordre National des Experts Comptables du Congo (ONEC-C) a été renouvelé en date du 15 avril 2023 avec pour objectif de mener l'adhésion de l'ONEC-C, du Congo à l'IFAC.

Cet objectif s'accompagne de fortes exigences pour la profession sur la qualité du service, la discipline, la déontologie, la compétence, la maîtrise des normes et de la règlementation comptable internationale tant du secteur privé que public. Outre ces exigences, l'IFAC nous incite à contribuer à la qualité de l'enseignement de la comptabilité en s'assurant de l'harmonisation des programmes avec les standards internationaux.

C'est dans cet élan et conformément aux articles 20 à 22 de la loi n°29-2013 du 18 novembre 2013 portant création de l'ONEC-C, que nous procédons à la publication du tableau 2023 des experts comptables libéraux et des sociétés d'expertises comptables autorisés à exercer les missions d'expertise-comptable, d'audit et de commissariat aux comptes en République du Congo.

L'exercice illégal est un fléau qui nuit à la qualité de l'information financière et à l'équilibre de notre tissu économique.

Article 19 de loi n°29-2013 : « Nul ne peut exercer la profession comptable libérale s'il n'est préalablement inscrit au tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables ».

Les membres de l'ONEC-C inscrits sur les listes suivantes sont les seuls habilités à vous accompagner dans l'exercice de vos activités.

Le tableau 2023 est constitué de 60 membres exerçant à titre libéral et de 18 sociétés d'expertise-comptable.

Le Président du Conseil de l'Ordre National des Experts-Comptables du Congo

ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES DU CONGO • RÉPUBLIQUE DU CONGO • ONEC-C • BRAZZAVILLE •

Michel Patrick GAMASSA

CONSEIL DE L'ORDRE DE L'ONEC-C
9 membres élus lors de l'AG du 15 avril 2023

Michel Patrick GAMASSA
PRESIDENT

Serge A. DENGUET ATTICKY
VICE-PRESIDENT

Brice Voltaire ETOU OBAMI
SÉCRÉTAIRE GÉNÉRAL

Colbert OKINGA
SÉCRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Roger MAYABEL
TRÉSORIER

José Serges SEKET
TRÉSORIER ADJOINT

Paulin KALI-TCHIYEMBI
MEMBRE

Auguste YOLO
MEMBRE

André MANKENDA
MEMBRE

TABLEAU DES EXPERTS-COMPTABLES LIBÉRAUX DE L'ONEC-C
60 Experts-comptables liberaux inscrits sur le tableau

N°1 MIGAN Christan D
N°ONEC-C : 001-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-082 christan.migan@gmail.com Brazzaville 2023

N°2 MABIALA Ange Eugène
N°ONEC-C : 02-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-106
05 338 46 95
Pointe-Noire 2023

N°3 MBOUSSA Sylvain
N°ONEC-C : 005-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-209
05 644 34 19 - 06 631 25 41 smboussa@deloite.com Pointe-Noire 2023

N°4 GOMEZ-GNALI André
N°ONEC-C : 006-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-219
05 553 54 28 andre.gnali@cabinetgkm.com
Pointe-Noire 2023

N°5 KALI –TCHIYEMBI Paulin
N°ONEC-C : 007-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-220
06 671 98 35 paulinkalitchiyembi@gmail.com Pointe-Noire 2023

N°6 KOUZOLO Noël
N°ONEC-C : 008-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-222
Tel : 05 559 15 15 cabinetkouzolo@gmail.com
Pointe-Noire 2023

N°7 MBADI Dieudonné
N°ONEC-C : 009-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-223
05 539 49 41 - 06 662 83 91 dieudonne.mbadi@gmail.com Pointe-Noire 2023

N°8 EBANGA Raphaël
N°ONEC-C : 011-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-276
05 596 59 62 - 06 623 66 25
Pointe-Noire 2023

N°9 KEMENI Pierre
N°ONEC-C : 012-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-302
06 843 24 09 pierrekemeni@gmail.com
Pointe-Noire 2023

N°10 BESSOVI GBENDJEDO Etienne
N°ONEC-C : 013-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-311
06 834 30 34 ebessovi@gmail.com
Pointe-Noire 2023

N°11 GAMASSA Michel Patrick
N°ONEC-C : 014-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-338
05 558 63 63 pgamassa@kpmg.cg Brazzaville 2023

N°12 DENGUET ATTICKY Serge A.
N°ONEC-C : 017-ECL
N° AGR. CEMAC : 360-ECL
06 666 44 00 serge.denguet@cg.ey.com
Brazzaville 2023

N°13 MOUHINGOU Michel Robert
N°ONEC-C : 018-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-371
06 628 19 81 michelrobertmouhingou@gmail.com Pointe-Noire 2023

N°14 OSSIBI Arsène Didace
N°ONEC-C : 019-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-37
05 527 81 44
arsene-didace.ossibi@cg.ey.com
Brazzaville2023

N°15 YOLO Auguste
N°ONEC-C : 020-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-373
06 653 34 45
taize-conseil@hotmail.fr
Pointe-Noire 2023

N°16 MANKENDA André
N°ONEC-C : 021-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-375
06 658 74 77 ebessovi@gmail.com Brazzaville 2023

N°17 ETOU OBAMI Brice Voltaire
N°ONEC-C : 023-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-389
06 912 17 17 brice.etou@excoafrique.com
Brazzaville 2023

N°18 MALONGA Jean Pierre
N°ONEC-C : 024-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-391
06 982 21 04 - 05 557 57
51pgamassa@kpmg.cg
Pointe-Noire 2023

N°19 MAYABEL Roger
N°ONEC-C : 025-ECL N° AGR. CEMAC : EC-393 / 06 830 89 09
r.mayabel@cabinet-mayabel.com
Pointe-Noire 2023

N°20 DJONA Jean
N°ONEC-C : 027-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-435
06 660 11 djonajean@gmail.com Pointe-Noire 2023

N°21 ELOMBO Marcel
N°ONEC-C : 028-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-439
06 628 22 83 marcelelombo1@gmail.com Pointe-Noire 2023 N°22 FOLLO Isaac Raymond
N°ONEC-C : 029-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-442
06 675 55 35 folloisaac@gmail.com Pointe-Noire 2023

N°23 IKONGA Rémy
N°ONEC-C : 030-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-445
06 674 67 20 remikonga@hotmail.fr Brazzaville 2023

N°24 KETEVI ColmanVictor
N°ONEC-C : 013-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-452
06 660 24 46 victor.ketevi@cg.ey.com Pointe-Noire 2023

N°25 MAMPANGUILA Gervais
N°ONEC-C : 034-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-465
06 664 50 55 gervais.mampanguila@gmail.com Brazzaville 2023

N°26 M'BANI Jean Valère
N°ONEC-C : 035-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-468
06 812 66 45 valere_mbani@yahoo.fr Brazzaville 2023

N°27 M'BOUMBA Jean Christian
N°ONEC-C : 036-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-472
05 553 58 16 jcmboumba.ec472@gmail.com Pointe-Noire 2023

N°28-MONDJO née OTSOA Imelda
N°ONEC-C : 037-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-476
06 830 49 38 - 06 654 95 95 imeldamondjo@cabinetifac.com Pointe-Noire 2023

N°29-MOUFOUMA M. Philippe
N°ONEC-C : 038-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-478
06 620 89 98 mauclairmoufouma@mam-ec.fr Pointe-Noire 2023

N°30 NDAMBA Frederic Thierry
N°ONEC-C : 039-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-483
06 679 63 47 fredericthierryndamba@yahoo.fr Brazzaville 2023

N°31 NGOULOUBI - MBIMA A.
N°ONEC-C : 040-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-486
06 664 24 28
Brazzaville 2023

N°32 NZAMBA IPALA Patrice
No ONEC-C : 041-ECL
No AGR. CEMAC : EC-490
05 538 66 65 patricenzamba@yahoo.fr Brazzaville 2023

N°33-OGANGA-LIMOUNA R. Michel
No ONEC-C : 042-ECL
No AGR. CEMAC : EC-494
06 890 71 71 - 04 480 58 58 arsene-didace.ossibi@cg.ey.com Brazzaville 2023

N°34 PORTELA Jean Louis
No ONEC-C : 044-ECL
No AGR. CEMAC : EC-506
06 652 10 04 portellajeanlouis@gmail.com Pointe-Noire 2023

N°35 SEKET José Serges
No ONEC-C: 045-ECL
No AGR. CEMAC : EC-508
06 853 50 00 jsergeseket@gmail.com Brazzaville 2023

N°36 SOUSSI-TCHAPI René
No ONEC-C : 046-ECL
No AGR. CEMAC: EC-509
05 557 78 79 rene_stchapi@yahoo.fr Pointe-Noire 2023

N°37 TSIKABAKA KOUDISSA Marius
No ONEC-C : 048-ECL
No AGR. CEMAC : EC-514
05 533 03 07 tsikabakam@yahoo.fr Pointe-Noire 2023

N°38 LIPIKA Armel Gherlys Paul
No ONEC-C : 049-ECL
No AGR. CEMAC : EC-516 (+243) 828300541 alipikagp@gmail.com Brazzaville 2023

N°39 QUENUM Hippolyte Hilaire
No ONEC-C : 050-ECL
No AGR. CEMAC : EC-534
06 970 27 95 - 05 613 07 93 cabinet@cairq-conseil.com Brazzaville2023

N°40 KOULIMAYA Guy Fellih
No ONEC-C : 052-ECL
No AGR. CEMAC : EC-536
06 679 7799 koulimayag@yahoo.fr Brazzaville 2022

N°41 MABIALA Fernand
No ONEC-C : 053-ECL
No AGR. CEMAC : EC-581
05 652 3211 alena.conseils@gmail.com Pointe-Noire 2022

N°42 MISSETETE GANGUIA Abraham
No ONEC-C: 054-ECL
No AGR. CEMAC : EC-618
05 345 87 00 missetete.abraham@gmail.com Brazzaville 2022

N°43 OKINGA EBOUNGOU Colbert
No ONEC-C : 055-ECL
No AGR. CEMAC : EC-626
06 574 92 45 - 04 464 21 17 oe.colbert@gmail.com Brazzaville 2022

N°44 MBAYA Placide Le Prince
No ONEC-C : 056-ECL
No AGR. CEMAC : EC-652
06 661 28 02 leprince.mbaya@cabinet-pmb.com Pointe-Noire 2023

N°45 GANONGO BONGO Vistel B.
No ONEC-C : 057-ECL
No AGR. CEMAC : EC-653 vganongo@vbforensic.com Brazzaville 2023

N°46 ELENGA OPPALA Ghislain
No ONEC-C : 058-ECL
No AGR. CEMAC : EC-374
06 638 08 11 cabgexpertise@gmail.com Brazzaville 2023

N°47 BOULA Alexandre Clément
No ONEC-C : 059-ECL
No AGR. CEMAC : EC-432
05 550 56 25 clemboula@gmail.com Brazzaville 2023

N°48 KABA Francis Siméon
No ONEC-C : 060-ECL
No AGR. CEMAC : EC-449
06 965 34 84 kabafrancissimeon@gmail.com Pointe-Noire 2023

N°49 KOUBA Dominique
No ONEC-C : 061-ECL
No AGR. CEMAC : EC-455
06 667 06 28 koubadom@yahoo.fr Brazzaville 2023

N°50 LINVANI MPION Magloire
No ONEC-C : 062-ECL
No AGR. CEMAC : EC-460
06 667 03 95 linvanimpion@gmail.com Pointe-Noire 2023

N°51 MATONDO-BIKA Dacin F.
No ONEC-C : 063-ECL
No AGR. CEMAC : EC-466
06 630 02 34
dacin.matondo-bika@pwc.com Pointe-Noire 2023

N°52 MBOUNGOU Dieudonné
No ONEC-C: 063-ECL
No AGR. CEMAC : EC-473
05 783 22 22 - 06 510 19 31 dieudonne.mboungou@gmail.com Pointe-Noire 2023

N°53 MOUTOU BAKOUMA Davidson
No ONEC-C : 065-ECL
No AGR. CEMAC : EC-482
06 878 8306 davidson.x.moutou@pwc.com Pointe-Noire 2023

N°54 NDINGA ELENGA Vincent
No ONEC-C : 064-ECL
No AGR. CEMAC : EC-484
06 972 15 15 vndinga@yahoo.fr Brazzaville 2023

N°55 PONGUI Anasthasie
N° ONEC-C : 064-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-505
05 559 90 45 anastasie.pongui@acgeec.com Pointe-Noire 2023

N°56-MBOUMBA Simon
N° ONEC-C : 065-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-557
06 971 63 91 s.mboumba@msa.ae.com Pointe-Noire 2023

N°57-OYOBE OKEMBA Randy
N°ONEC-C : 066-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-650
06 859 38 82 r.oyobe@gmail.com Brazzaville 2023

N°58 NZENZA KONDE Stevy
N° ONEC-C : 067-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-708
06 891 09 94 s.nzenza@nks-exp.com Brazzaville 2023

N°59 NGOUENE KOMBILA Archange
No ONEC-C : 071-ECL
No AGR. CEMAC : EC-707
Pointe-Noire 2023

N°60 NGAMBE Flovy Fil des Saints
N° ONEC-C : 072-ECL
N° AGR. CEMAC : EC-702
Brazzaville 2023

TABLEAU DES SOCIÉTÉS D'EXPERTS COMPTABLE DE L'ONEC-C
18 sociétés inscrites sur le tableau

N°1 PRICE WATERHOUSE COOPERS
N° ONEC-C : 005-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC 007
TELEPHONE : 05 539 39 70
LOCALITE : Brazzaville

N°2 GKM AUDIT & CONSEIL
N°ONEC-C : 002-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-014
TELEPHONE : 05 571 33 77
COURRIEL : secretariatpnr@cabinetgkm.com
LOCALITE : Pointe-Noire

N°3 SOCEC
N°ONEC-C : 004-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-058
TELEPHONE : 05 584 83 98
COURRIEL : cabinetsocec.secretaire@gmail.com
LOCALITE : Pointe-Noire

N°4 EXCO CACOGES
N°ONEC-C : 005-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-061
TELEPHONE : 06 989 06 06
COURRIEL : brice.etou@excoafrique.com
LOCALITE : Brazzaville

N°S 5 ERNST & YOUNG (EY)
NoONEC-C : 006-SEC 1 No AGR. CEMAC : SEC-062 TELEPHONE : 06 666 66 61
LOCALITE : Brazzaville

N°6 RAINBOW FINANCE
N°ONEC-C : 007-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-079
TELEPHONE : 06 923 02 02 - 05 070 77 77 COURRIEL : jsergesseket@gmail.com
LOCALITE : BRAZZAVILLE

N°7 EXCI-MAA
N°ONEC-C : 008-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-089
TELEPHONE : 06 875 89 60
COURRIEL : rkangou@excimaa.ca
LOCALITE : Pointe-Noire

N°S 8 MAM EC
N°ONEC-C : 009-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-091
TELEPHONE : 069895519 1 053337480
LOCALITE : Pointe-Noire

N°9 RAE AUDIT-CONSEIL
N°ONEC-C : 010-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-097
TELEPHONE : 05 596 59 62
COURRIEL : rae.expertcomptable@gmail.com
LOCALITE : Brazzaville

N°10 CONGO BUSINESS CONSULTING
N°ONEC-C : 011-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-098
TELEPHONE : 04 464 21 14
COURRIEL : secretariat@cbc-cg.com
LOCALITE : Brazzaville

N°11 KPMG CONGO
N°ONEC-C : 012-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-099
LOCALITE : Brazzaville

N°12 CDM CONSULTANTS
NoONEC-C : 013-SEC 1 No AGR. CEMAC : SEC-101
TELEPHONE : 00229 64 16 60 64 - 06 666 28 61 COURRIEL : christian.migan@gmail.com
LOCALITE : Brazzaville

N°13 DELOITTE
N°ONEC-C : 014-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-110
TELEPHONE : 05 714 33 67
LOCALITE : Pointe-Noire

N°14 IFAC
N°ONEC-C : 015-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-100
TELEPHONE : 05 596 16 17
COURRIEL : imeldamondjootsoa@yahoo.com
LOCALITE : Pointe-Noire

N°15 RELIANCE
N°ONEC-C : 016-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-102
TELEPHONE : 05 628 03 01
COURRIEL : scontact@reliance-congo.com
LOCALITE : Pointe-noire

N°16 TAIZE CONSEILS
N°ONEC-C : 017-SEC 1 N° AGR. CEMAC : SEC-111
TELEPHONE : 05 520 17 64
COURRIEL : cabinet@taizéconseils.com
LOCALITE : Pointe-Noire

N°17 CAIRQ-CONSEILS
N°ONEC-C : 018-SEC 1 No AGR. CEMAC : SEC-118
TELEPHONE : 05 613 07 93
COURRIEL : cabinet@cairq-conseil.com
LOCALITE : Pointe-Noire

N°18 DMT CONSULTING
N°ONEC-C : 019-SEC 1 No AGR. CEMAC : SEC-119
TELEPHONE : 06 517 99 77
COURRIEL : infos@dmt-consulting.com
LOCALITE : Brazzaville

FORMATION

Arise basketball academy lance la deuxième phase du camp d'entraînement

La deuxième édition du stage national lancé le 5 août au gymnase du lycée de la révolution par Arise basketball academy, sous la supervision de l'expert de la Fédération internationale de basketball, pour se clôturer 19 août permettra aux apprenants de travailler de façon intensive pour renforcer leurs compétences et faire parler leurs talents.

La première édition, déroulée à la même période, avait rencontré un franc succès. Pour la deuxième édition, les organisateurs ont davantage des conditions pour attirer plus de participants. Il y a une réelle évolution entre le nombre de participants à la première édition et celui de la deuxième supervisée par Blaise Louamba Balekita. Toutes les tranches d'âge sont représentées pour parfaire les stratégies et les techniques de jeu.

« Nous avons organisé ce stage de basketball avec un expert Fiba dans l'objectif d'avoir du temps de travail avec les enfants qui appliquent dans les entraînements les stratégies et techniques de jeu et tous ceux qui entourent le basketball. C'est différent des entraînements habituels parce que lors de ce camp nous faisons travailler les enfants de façon assez intensive pour renforcer leur compétence et détecter les talents cachés », a expliqué Christ Mabiala, le chargé de la communication de l'académie.

L'académie s'engage à multiplier ce genre de camp d'entraînement dans le but de renforcer les compétences des apprenants au travers le basketball en contribuant à leur épanouissement. Un engagement qui épouse la vision d'Arise basketball, un programme de développement de la pratique du basketball en Afrique centrale chez les jeunes âgés de 10 à 18 ans.

L'organisation du camp d'été, de

Les enfants en plein exercice pratique/Adiac

tournois annuels et de journées de détection des talents au Congo et en Afrique centrale puis des sessions de formation des entraîneurs avec l'appui de la fédération et des partenaires internationaux font partie de ses engagements.

Arise Basketball Academy, faut-il le rappeler, vise l'excellence et l'émergence d'une nouvelle génération des leaders. C'est un cadre qui a pour ambition de fixer les repères et d'inspirer la jeunesse en lui proposant un modèle et une vision plus appropriée de la pratique d'une activité sportive.

Son approche innovante propose l'implémentation d'un programme d'entraînement calqué sur les meilleurs modèles africains, européens et américains, la mise en place d'une synergie gagnante (parents, éducateurs et athlètes) et la transmission des valeurs du travail, esprit d'équipe, discipline et succès qui contribuent au développement de tous les participants.

James Golden Eloué

INTERVIEW

Alain Kounoumono : « La natation est un patrimoine que nous n'arrivons pas à développer»

Le troisième vice-président de la Fédération congolaise de natation a fait le point de la participation des nageurs congolais aux championnats du monde qui se sont déroulés du 14 au 30 juillet à Fukuoka, au Japon, en déplorant les conditions de préparation qui n'ont pas à été à la hauteur de l'événement à cause du manque de piscines réglementaires.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B) : Les nageurs congolais ont participé au Japon aux championnats du monde, que peut-on retenir ?

Alain Kounoumono (A.K). Nous sommes allés à Fukuoka, au Japon, pour les championnats du monde de natation. Dans la délégation, il y avait deux nageurs. Pour ce qui est du bilan, nous pouvons dire qu'il est positif par rapport au travail des enfants. La préparation a été très difficile mais nous retenons que cela a été du positif.

L .D.B ; Vous insistez sur la préparation qui a été difficile, qu'est-ce qui a réellement manqué ?

A.K. Il y a beaucoup de choses à dire. On a essayé de travailler bon gré mal gré. Nous n'avons pas de piscines réglementaires accessibles actuellement. Les enfants travaillent sur des piscines que nous squattons ici et là non réglementaires et on fait avec.

L ;D.B. Quelles sont les leçons à tirer de cette participation ?

A.K . Il y a plusieurs leçons à tirer. On ne peut pas prétendre tirer les leçons sans voir comment nous nous sommes préparés. N'ayant pas de piscine réglementaire, nous sommes obligés de passer par des piscines privées qui ne sont pas réglementaires. Il faut des efforts pour la location de la piscine. Il faut trouver une piscine qui peut permettre aux enfants de bien travailler. Dans toute la ville, les piscines qui nous sont accessibles sont entre 12 et 15 m. Le travail est difficile au point où il arrivait pour faire la résistance et travailler de longues distances, nous y allons jusqu'au fleuve. Nous devons nous mettre au travail, condition sine qua non, pour faire mieux. Mais comment se mettre au travail ? C'est la question, dans la mesure où la natation n'est pas comme le football. Elle est exigeante. Il faut un bassin. Nous n'en avons pas.

L. D.B ; En marge de cette compétition, il y a eu le congrès de World Aquatic. Quelles sont les grandes décisions ?

A.K. Le congrès avait trois volets. Il fallait changer la dénomination. La Fédération internationale de natation est devenue World Aquatic. Le président a été réélu. Le Sud-Africain est le vice-président. C'est une place qui revient d'office à l'Afrique. Le Sénégalais a été réélu secrétaire général. La question de revoir la gouvernance au sein des fédérations nationales était le troisième point. On nous demande de beaucoup travailler. Chaque fédération doit avoir la commission des athlètes. Désormais l'athlète est comme l'acteur de son destin. On a aussi regardé comment donner un peu plus de chances aux fédérations nationales d'Afrique les plus démunies en créant un projet qu'on appelle piscine pour tous. Quand vous soumissionnez à ce projet tous les deux ans, vous devez demander à World Aquatic de vous aider à restructurer la piscine si elle est en désuétude, sinon comment obtenir la construction d'une piscine. Ce point nous intéresse beaucoup, nous les Congolais. On a déjà soumissionné mais attendons l'évolution du dossier. Il faut justifier d'un terrain avec un titre foncier au nom de la Fédération congolaise de natation. Deja préparer les athlètes, c'est difficile.

Alain Kounoumono faisant le point/Adiac

Nous sommes en discussion avec le ministère des Sports. S'il peut nous autoriser à réhabiliter la piscine olympique de Massamba-Débat, cela pourrait nous aider.

L .D.B ; Le congrès vous a-t-il permis de multiplier les contacts avec d'autres fédérations sœurs pour appuyer le Congo dans l'organisation des stages et séminaires ?

A . K. Chaque fois, nous discutons avec les amis. Il y a plusieurs contacts. Nous avons eu la chance de rencontrer le président de World Aquatic avec le concours du président de la Confédération africaine. Nous sommes sortis de là satisfaits parce qu'on a pris beaucoup de contacts. On a été édifié sur comment aborder une demande de bourse d'un athlète

L.D.B. Quelles sont les perspectives pour la natation congolaise

A.K. Il faut se mettre au travail et il n'y a pas de la magie. Comment pouvons-nous nous mettre au travail avec les conditions qui sont les nôtres ? Vous attendrez quoi de nous. Le président d'Africa Aquatic ne cesse de vanter le mérite du Congo de par le Palais nautique que nous avons. Nous avons un avantage de nous faire ouvrir les portes. C'est à nous le Congo de savoir en exploiter. Ailleurs nous sommes vénérés mais pas chez nous. Nous sommes des riches qui ignorent que là où nous sommes assis nous avons une richesse et on se fait pauvre. On a pris le risque d'amener les enfants d'autrui jusqu'au fleuve, tout pouvait arriver. Quand nous avons consulté notre assureur en lui disant que nous avons des séquences parfois au niveau du fleuve, il a dit de ne pas les mettre dans le dossier d'assurance.

L

.D.B. Un appel à lancer ?

A.K. Je me rends compte que les Congolais n'aiment pas la natation alors qu'elle est subtile. C'est un sport complet parce qu'il y a même de la natation thérapeutique. Mais c'est un patrimoine que nous n'arrivons pas à développer. Amenez vos enfants à la natation quand bien même nous avons les piscines non réglementaires. Les enfants qui sont partis avec nous ne nous ont pas déçus. Le garçon est le meilleur au niveau de l'Afrique centrale. En décembre, nous l'avons envoyé au Cameroun où il avait raflé des médailles. Dans ce pays, il y a bien des piscines réglementaires. Le président de la fédération camerounaise a demandé que nous lui envoyons notre garçon. Si nous les mettons en condition parfaite de travail, nous pouvons attendre quelque chose de bien d'eux. Les médailles africaines ne sont pas loin. Ce sont les mêmes qui étaient à Dakar, ils n'ont pas déçu. Au Japon, ils ont fait mieux que le temps qu'ils ont réalisé à Dakar. Nous avons eu notre championnat national depuis 2014, jusqu'à nos jours nous n'arrivons pas à organiser notre championnat national. Nous sommes en train de tricher. Au lieu de faire un championnat national, on fait des regroupements pour déceler les meilleures. C'est une difficulté. Nous sommes presque abandonnés.

L.D.B : L'année prochaine, il y aura les Jeux olympiques à Paris. Peut- on compter sur les nageurs congolais ?

A.K. Les Jeux olympiques de Tokyo, le Congo y a participé grâce à la natation et l'athlétisme. Toutes les fédérations n'ont pas pu se qualifier à Tokyo parce qu'on n'avait pas des minimas. Mais étant donné que la natation et l'athlétisme sont les disciplines mères des Jeux olympiques. Il y a des prédispositions qu'on appelle les places d'universalité qui nous ont permis d'y participer mais à condition que vous en fassiez la demande. Le Comité olympique accepte de nous attribuer les places d'universalité mais à condition de ne pas amener les athlètes qu'on a plus vu depuis une longue durée. Nous devons amener les athlètes qui ont eu au moins deux apparitions avant les Jeux olympiques, peu importe le temps qu'ils réaliseront. C'est pourquoi nous avons tenu la main à World aquatic pour amener les enfants au Championnat du monde et nous avons déjà un pas vers Paris 2024. Sauf changement de dernière heure, la natation congolaise sera à Paris.

Propos recueillis par J.G.E.